

Accord départemental
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES
(Bouches-du-Rhône)
(6 octobre 2009)

(Etendu par arrêté du 17 mars 2010,
Journal officiel du 25 mars 2010)

AVENANT N° 1 DU 12 DÉCEMBRE 2013

NOR : AGRS1497047M

Entre :

La FDSEA des Bouches-du-Rhône ;

La FD CUMA des Bouches-du-Rhône,

D'une part, et

L'UD FGA CFDT des Bouches-du-Rhône ;

Le SNCEA CFE-CGC des Bouches-du-Rhône,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre du suivi des comptes de résultats du régime conventionnel prévoyance assuré par CRIA Prévoyance, il a été constaté un déséquilibre technique.

Conscients du fait que ces résultats sont de nature à affecter durablement la pérennité du régime, les partenaires sociaux se sont accordés afin de prendre les mesures nécessaires de retour à son équilibre.

Article 1^{er}

Modification de la garantie invalidité

Les dispositions du premier alinéa du paragraphe « Garantie invalidité » de l'article 5 « Garanties » sont modifiées comme suit :

« Le salarié bénéficie, en cas d'invalidité permanente résultant d'une maladie ou d'un accident de la vie privée de catégorie 2 ou 3, d'une rente égale à 5 % du salaire annuel brut de référence, versée chaque mois. »

Article 2

Hausse des cotisations

Afin de tenir compte du déséquilibre constaté entre les cotisations encaissées et les prestations servies, il a été convenu d'augmenter les cotisations du régime.

Le 2 de l'article 7 « Cotisations » est remplacé par les dispositions suivantes :

« 7.2. Taux de cotisation et répartition

Le taux global des cotisations destinées au financement des prestations définies à l'article 5 est de 0,79 % sur les tranches A et B des rémunérations.

La couverture des prestations « incapacité temporaire en relais du complément de rémunération » définies à l'article 5 est assurée par une cotisation de 0,40 %, prise en charge intégralement par les salariés sur leur participation globale.

La répartition entre employeur et salarié est présentée dans le tableau ci-dessous :

(En pourcentage.)

GARANTIES	EMPLOYEUR	SALARIÉ	ENSEMBLE
Capital décès + majoration enfant à charge + allocation frais d'obsèques	0,23	0	0,23
Incapacité temporaire de travail en relais du complément de rémunération	0	0,40	0,40
Incapacité permanente professionnelle	0,05	0,03	0,08
Invalidité	0,04	0,04	0,08
Total	0,32	0,47	0,79

Article 3

Suppression de l'annexe I

L'annexe I est supprimée.

Article 4

Entrée en vigueur, dépôt et extension

Le présent avenant, dont l'extension est demandée, sera déposé conformément aux dispositions légales et entrera en vigueur le premier jour du mois civil suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Saint-Rémy-de-Provence, le 12 décembre 2013.

(Suivent les signatures.)